



SETCa  
FGTB



Aux travailleurs des maisons d'éducation et d'hébergement de la SCP 319.02

**Non aux pratiques managériales inadéquates**

**Non à la commercialisation du secteur**

**TOUS A NAMUR CE 26 OCTOBRE**

Deux conflits majeurs, la *Résidence l'Elysée à Mont St Aubert* et l'*ASBL Mistral à St George sur Meuse* mettent une nouvelle fois en évidence les pratiques managériales et commerciales de certains employeurs qui portent gravement atteinte à l'emploi, aux conditions de travail du personnel et à la qualité de prise en charge des résidents et jettent de par là même le discrédit sur l'ensemble du secteur.

Il aura fallu 22 jours de grève pour que l'employeur de la Résidence l'Elysée renonce au licenciement de 9 éducateurs temps plein.

A l'ASBL Mistral, la grève visant à lever la procédure de licenciement d'un délégué syndical qui conteste, au nom des travailleurs de l'institution, la politique managériale est toujours en cours après 29 jours.

Des conflits d'une longueur exceptionnelle où tous les moyens de pression ont été utilisés : réquisition par le Gouverneur, intervention des forces de police, intervention des huissiers, provocations en tout genre, ...

(tenant compte de la durée exceptionnelle de ces grèves, 2 fonds de solidarité ont d'ailleurs été ouverts pour compenser la perte salariale)

**Stop au management autoritaire et « éclairé » excluant la concertation**

**Stop aux pratiques commerciales dans le secteur !**

**Stop aux montages financiers** qui permettent à ces employeurs de s'enrichir sur le dos des travailleurs et des personnes handicapées !!

**Il est grand temps que le politique et l'AVIQ prennent leur responsabilité en adoptant des législations qui imposent la transparence financière et excluent les prises d'intérêt.**

**Parce que ce combat est le vôtre...**

Nous vous demandons de marquer votre soutien en participant à une action menée en front commun pour demander à la Ministre de l'action sociale et de la santé et au Gouvernement wallon de prendre sans plus tarder toutes les mesures qui s'imposent pour empêcher ces promoteurs financiers d'ouvrir des maisons en Wallonie.

**RASSEMBLEMENT LE JEUDI 26 OCTOBRE, 10h, A NAMUR**

**devant le cabinet de la Ministre Alda Gréoli : place des Célestines,1**